LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

HEBDOMADAIRE. - Le N° 20 Frs
Cinquante-huitième année. - N° 481
JEUDI 31 MAI 1956

SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
REDACTION-ADMINISTRATION : 79, rue St-Denis, Paris-1er.
C.C.P. R. JOULIN, PARIS 5561-76 Tél. : GUT. 77.34

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 52 nos : 1.000 fr
26 nos : 500 fr.; 13 nos : 250 fr.
AUTRES PAYS : 52 nos : 1.250 fr.
26 nos : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

GUERRE
MISÈRE
ATTEINTES AUX LIBERTÉS

DEFENDRE *LE LIBERTAIRE* par tous les moyens dont nous disposons

LA campagne d'abonnements et de diffusion que nous avons organisée a un but bien précis : permettre à notre « Lib » de continuer la lutte, malgré la réaction décidée à étouffer sa voix (procès de plus en plus nombreux, attaques contre nos vendeurs, sabotage de la diffusion par des menaces aux kiosques, etc.). Nous publions ci-dessous la lettre d'un camarade de l'Aisne qui peut nous servir de modèle :

Le 23 mai
Au responsable de la diffusion du « Lib », 79, rue St-Denis Paris (1er)

Mon cher camarade,

Tu trouveras ci-joint un chèque de 1.000 frs pour recevoir toutes les semaines de juin 10 numéros du Lib que je vais essayer de vendre ou de donner. Je referai la même chose tous les mois, payant ainsi d'avance, ce qui simplifiera les comptes.

Il est d'ailleurs possible que cela produise des abonnements, car sur les dix, je vais en envoyer six sur la bande desquels j'inscrirai au cachet « on sollicite votre abonnement ».

Bien cordialement, bon courage et pour que le « Lib » puisse continuer sa lutte.

Un certain nombre de camarades les meilleurs militants, versent à la Solidarité Révolutionnaire au maximum de leurs possibilités (conservant souvent le strict minimum pour leurs propres besoins). Ces camarades, grâce à qui, on peut le dire, « Le Lib » continue de paraître et de lutter, ont compris tout l'enjeu de la lutte et, pour cette raison, continueront à se sacrifier jusqu'au bout.

Mais nous en arrivons à un point de la répression où leur soutien n'est plus suffisant. Nous en arrivons à un point de la répression où seul le soutien réel de TOUS les amis du « Libertaire » peut nous permettre de CONTINUER LA LUTTE JUSQU'A LA VICTOIRE.

Pour cette raison, nous renouvelons à TOUS l'appel que nous avons déjà lancé et qui n'a pas été suivi sérieusement. Si chaque lecteur du « Lib » VERSE 100 Frs CHAQUE MOIS (même en timbres), ces milliers de 100 francs ajoutés donneront les CENTAINES DE MILLIERS DE FRANCS INDISPENSABLES.

Dès aujourd'hui...

verse tes 100 francs

Justice — Fascisme

Les dernières audiences particulièrement, et le verdict du procès des « fuites », furent des manifestations de type fasciste.

Il faut comprendre que le fascisme n'investit pas le pouvoir de l'extérieur, mais — étant le fait d'une partie de la bourgeoisie — le conquiert de l'intérieur même, en plaçant ses hommes aux commandes. Il y en a déjà à l'exécutif : Bourgès-Maunoury, par exemple. Nous venons d'apprendre — nous savions déjà que la police en est infestée — que la justice ne leur échappe déjà plus.

On connaît la sentence scandaleuse: les condamnations abusives (respectivement six ans et quatre ans de prison) infligées à Labrusse et Turpin, et l'acquittement-prime prononcé en faveur de Baranès.

Le Tribunal non seulement n'a pas conclu à un non-lieu, en ce qui concerne Labrusse et Turpin — ce à quoi on aurait pu, en bonne logique, s'attendre; il ne s'en est pas même tenu à la condamnation de principe que proposait le commissaire du gouvernement; ce qui rentrait aussi dans la logique. Il a frappé durement, malgré les doutes et les incertitudes que pouvaient laisser des débats au cours desquels on s'est d'ailleurs, s'emble-t-il, préoccupé de fuir la vérité.

(Suite page 2.)

Le Fascisme tente de relever la tête !

Les procès contre la F.C.L.

Nos camarades ont comparu de nouveau le 25 Mai. Sentence rendue pour le procès du 12

AU TOTAL: 10 mois de prison avec sursis
480.000 fr. d'amende, plus les frais soit plus de 600.000 fr

VENDREDI 25, Caron, Joulin et Fontenis comparaissaient de nouveau devant la 17e Chambre pour 4 inculpations dont « Provocations de militaires à la désobéissance ».

Selon le tribunal, contraint pourtant de reconnaître que la provocation était « indirecte », le fait de dire que les jeunes du contingent refuseront de participer à des Oradour est une provocation à la désobéissance. Fontenis fit remarquer qu'il faudrait conclure, selon l'accusation, que les procédés des bourreaux nazis font partie des règles militaires ! Il rappela le procès des S.S. d'Oradour et comment la justice française fit admettre pourtant que l'obéissance militaire devait cesser devant certains actes. Le tribunal, embarrassé et mal content, trouva, en se rabattant sur l'inculpation d'injures aux armées, « car, déclara le Président, si vous n'insultez pas ceux qui refusent selon vous d'être des bourreaux nazis, vous avez par là même l'intention d'insulter ceux qui obéiraient à leurs chefs même pour des faits que vous qualifiez d'Oradour ». Logique merveilleuse, bonne foi éclatante. On comprend que nos camarades ne pouvaient plus répondre. D'ailleurs le Président ne manqua pas de dire à Fontenis : « Qu'avez-vous à ajouter ? Allons, c'est assez. Vous êtes de mauvaise foi (!!!) » et sommant notre camarade de s'en remettre à la « bonne foi » de la justice !

Les assistants vinrent trouver nos camarades à l'issue de l'audience pour leur manifester leur sympathie, s'indignant que la justice puisse, en feignant de laisser aux inculpés la liberté de s'exprimer, leur couper la parole et leur interdire en fait toute défense.

Fort heureusement, les droits du barreau sont encore respectés. Et Me Dechézelle pourra le 1er juin faire la lumière. La fin de ce procès du 25 mai est en effet remise à huitaine.

Le lendemain, samedi 26 mai, nos camarades apprenaient qu'ils étaient condamnés pour les diverses inculpations du procès du 12 mai, aux peines suivantes :

Caron : 5 mois de prison avec sursis, 240.000 frs d'amende.

Joulin : 3 mois de prison avec sursis, 120.000 frs d'amende.

Fontenis : 2 mois de prison avec sursis, 120.000 frs d'amende.

L'étau se resserre. Lors des premiers procès, la répression n'avait pas dépassé l'amende. Cette fois, c'est la prison avec sursis, et Fontenis, dont c'était la première condamnation, n'a pas vu sa peine limitée à une amende alors que Joulin, Caron, Philippe avaient échappé à la condamnation à la prison lors de leurs premiers procès.

L'accentuation de la répression, la volonté de jeter les responsables de la F.C.L. en prison, se sont exprimées au procès du vendredi 25, lorsque le Président apostropha Joulin et Fontenis en leur lançant: « Nous vous avons assez vus ici. Cela finira par des condamnations sévères si vous ne respectez pas les règles du journalisme ! » (sic).

Or, nos camarades comparaîtront le 1er juin, mais aussi — nouveaux procès — le 5 JUIN, le 23 JUIN et le 28 JUIN ! !

Que tous les lecteurs du « Lib » retiennent ces dates et viennent nombreux aux audiences.

Enfin, l'Etat reprend activement les poursuites en vertu de l'article 80 (atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat) : Fontenis, Joulin, Caron, se sont vus notifier par le Juge d'instruction Batigne 16 inculpations chacun, Donnet 2 inculpations, Philippe 2. PLUS DE 50 INCULPATIONS DONC, rien que pour l'atteinte à la sûreté de l'Etat ! Et nos camarades sont de nouveau convoqués par le juge Batigne (en remplacement du juge Pérez) pour reprendre l'instruction.

Tous, à la 17e Chambre, à 13 heures, le 1er juin, 5 juin, 23 juin, 28 juin !

Tous, serrons les rangs autour du « Libertaire » et de nos condamnés !

M. DUMONT.

Le Bureau National proteste contre la saisie du journal « La Vérité » du 25 mai. Il proteste également contre les inculpations, en vertu de l'article 80, dont sont victimes les responsables de ce journal.

Le Bureau National de la F.C.L. proteste contre l'emprisonnement de l'instituteur de la Creuse, Fanton, actuellement au Fort de Hâ, emprisonnement dû à son action courageuse contre le départ de jeunes soldats.

Il proteste contre l'arrestation du cheminot du Loir-et-Cher qui, par son action, a retenu en gare un train de rappelés.

Le B.N. de la F.C.L. proteste également contre l'inculpation d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat dont est l'objet le professeur P. Mandouze.

Le B.N. de la F.C.L. se déclare entièrement solidaire de ces militants incarcérés ou inculpés.

Paris, le 26 mai 1956.
Le B.N. de la F.C.L.

Quand les hystériques entrent en transe

LES menaces fascistes envers les vendeurs de journaux des kiosques, s'ils ne refusent pas aux clients « Le Libertaire », les menaces de mort envers notre camarade Mulot, la séquestration arbitraire de notre camarade Garestier, NE NOUS INTIMIDANT PAS (MAIS NOUS RENFORÇANT DANS NOTRE VOLONTE DE LUTTE !) le journal de Poujadolf, « Fraternité Française », grince des dents. Dans le numéro du 19 mai de cet infâme torchon, l'on trouve le passage suivant:

« Le Libertaire », organe officiel des fellagha, vendu dans les rues de Paris avec des slogans tels que « l'Algérie aux Algériens », « Plus un soldat en Afrique du Nord », a été saisi — enfin — le 12 avril. »

Rappelant la demande faite par la conseillère municipale Mme Alexandre Debray, au Préfet de Police, pour que « cesse pareille propagande », et la réponse dans le même sens de ce dernier, le journal officiel du fascisme continue ainsi :

« Mais comment se fait-il que dimanche 13 mai, jour anniversaire de Jeanne d'Arc, des vendeurs du dit journal arpentaient le boulevard St-Michel en hurlant « Plus un Français en Algérie ! Libération immédiate des fellagha emprisonnés ! »

N'ayez crainte, patriotards au service des trusts, les « officiels » vous écoutent. Lacoste prend des mesures tendant à réduire la liberté de la presse, des « hommes » rêvant de dictature préparent à l'Assemblée Nationale d'autres projets de baillonnage de la vérité, nos rédacteurs subissent jugements sur jugements, l'on inculpe le professeur Mandouze d'atteinte à « Sûreté extérieure de l'Etat » pour simple fait d'information, des militants anticolonialistes sont jetés en prison, les règles de procédure pénale sont violées contre « l'Echo du Centre », tandis que votre idole Poujade attaque en justice des petits commerçants de Drancy qui « ne désiraient pas servir de troupe de choc à un aventurier... au service du maréchal Juin » et qui clamaient cette vérité : « l'ancien lieutenant de Doriot, l'ancien et toujours fasciste Poujade ».

Mais ne vous réjouissez pas trop vite, car la répression contre la liberté d'opinion, répression existante mais que vous désirez plus violente, n'arrêtera pas la lutte, pour la vérité et la liberté, des militants anticolonialistes et antifascistes, en particulier des militants de votre ENNEMI n° 1, la « Fédération Communiste Libertaire », qui met et mettra tout en œuvre pour vous fermer la gueule !

HALTE! aux méthodes fascistes de certains policiers

IL se confirme que la direction de la Police est entre les mains de fascistes achevés. Un fait qui vient de se produire en est une nouvelle preuve.

Le jeudi 24 mai, vers 19 heures, un diffuseur de notre journal, qui vendait près de la gare du Luxembourg (Paris-5e), fut appréhendé par le Commissaire de Police de l'arrondissement, assisté d'un policier en uniforme. Ceux-ci conduisirent notre camarade au commissariat de la place du Panthéon. Là, le commissaire en personne, tout en lui prodiguant des injures variées : « ordure », « salaud », « putain », et encore ceci : « Tu ne pourras pas te plaindre, je nierai d'avoir frappé et mes hommes diront comme moi », S'ACHARNA SUR LUI, A COUPS DE POING et A COUPS DE PIED, pendant une dizaine de minutes.

Un médecin, qui visita notre camarade, a constaté : LESION DU NEZ, ESTAFILADES AU COU, PLAIE CUTANEE A LA JAMBE DROITE !...

Puis les inspecteurs le fouillèrent et le relâchèrent vers 19 h. 20, non sans que le commissaire n'ajoute : « Ceci n'est qu'un premier avertissement : si tu reviens vendre dans le coin, tu verras ce qu'il t'en coûtera ! »

Ces méthodes ignobles montrent que les « représentants officiels de la loi » n'hésitent pas à violer cette loi lorsque c'est leur intérêt. En effet, « Le Libertaire » est un journal AUTORISE et le vendeur possédait une autorisation de colportage en règle (bien que cette dernière ne soit même pas obligatoire !)

RETENONS BIEN CETTE LEÇON : la bourgeoisie n'hésite jamais à passer outre à la loi, dès que cela la sert.

A nous d'y adapter notre ligne de conduite, nos méthodes de lutte.

RESISTANCE PARTOUT

DANS toute l'Algérie, les batailles font rage et les sabotages se multiplient, tel la destruction d'un pont métallique sur la route Tizi-Ouzou-Adekar, tandis que les étudiants musulmans, suivant les consignes de l'U.G.M.A., rejoignent les maquis et qu'en Tunisie et au Maroc, les attaques contre les forces d'occupation continuent.

Véritable guerre. Le premier ministre indien, Nehru, la définit : « ... les graves événements d'Algérie qui ont maintenant pris les démensions d'un conflit de grande taille avec une violence croissante, des forces et des armes considérables engagées... »

Ce ne sont pas les monstrueuses rafles d''Alger et d'Oran, comme celles dans les baraquements de travailleurs algériens dans l'Est de la France, ce ne sont pas les incendies de villages, d'Algérie — tels ceux de Bou-Maiza et d'Aïn- Nechma brûlés la semaine dernière par la Légion — qui arrêteront cette guerre.

Ce ne sont pas non plus les renforts de troupes et les déclarations de Lacoste annonçant « l'opération renfort n'est pas terminée ». La paix peut être faite en acceptant des contacts avec les véritables représentants du peuple algérien dont certains sont emprisonnés, négociations aboutissant à la liberté de l'Algérie.

Mais le gouvernement dit « socialiste » préfère rappeler des centaines de milliers de jeunes Français, retarder la démobilisation de ceux de la 54-2, et plonger dans l'angoisse leurs millions de parents et d'amis.

Cependant débrayages, manifestations, arrêts de trains s'amplifient de jour en jour en France, à tel point qu'il nous est impossible, faute de place, de relater tous ces actes de résistance à la guerre d'Algérie. Citons-en des plus importants :

● 21 Mai - EVREUX : 800 rappelés doivent rejoindre DREUX par le train: bagarres entre manifestants et C.R.S.

MONTELIMAR : 800 rappelés descendent sur la voie aux cris de « Paix en Algérie ».

CAMP D'ASTRA (B.-Pyrénées) : 600 rappelés manifestent aux cris de « Renvoyez-nous chez nous » et obligent le commandant du camp à libérer un des leurs emprisonné.

● 23 Mai - Quatre arrêts par les rappelés du train parti de Mourmelon : à Bar-le-Duc, Dijon Porte-Neuve, Gevrey-Chambertin, Ladoix-Serigny.

M. MOREAU.

(Suite page 2.)

8.000 OUVRIERS DE SAINT-NAZAIRE ONT DEBRAYE et ont lutté contre les C.R.S. pour s'opposer au départ de nouveaux jeunes en Algérie. St-Nazaire s'est mis en GREVE GENERALE et A VAINCU LE GOUVERNEMENT !

Cet exemple montre les forces immenses, lorsqu'elles agiront ensemble, du camp anticolonialiste QUI N'ATTEND QU'UN MOT D'ORDRE PRECIS POUR PASSER A L'ACTION DIRECTE CONTRE LA GUERRE: ce mot d'ordre, nous saurons l'imposer !

De notre correspondant à Alger

Grève des étudiants musulmans

LE fait à remarquer cette semaine en Algérie est l'ordre de grève lancé par l'U.G.E.M.A. (Union Générale des Etudiants musulmans d'Algérie) et l'U.J.D.A. (Union de la Jeunesse Démocratique Algérienne). Ces deux organismes, le premier uniquement d'étudiants musulmans, et le second de toute la jeunesse algérienne, incitent les étudiants, les lycéens, les collégiens et les élèves de cours complémentaires à faire grève illimitée des cours et des examens.

Un premier tract a été répandu dans les milieux estudiantins, il émane de l'U.J.D.A. qui lance un appel de grève illimitée. Rappelons aussi que l'U.J.D.A., organisation de jeunesse démocratique, filiale de la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique, a été dissoute par le gouvernement Faure en même temps que le Parti communiste algérien.

Elle donne un caractère politique à cette grève en disant au dernier paragraphe de son tract :

« Ainsi par cette action estudiantine nous contraindrons les colonialistes à accepter les négociations entre le gouvernement français et la résistance armée et à reconnaître le fait national algérien. »

Ce tract lance un appel aux jeunes grévistes à faire une union et d'avoir une attitude digne et courageuse devant la police.

Quant à l'U.G.E.M.A., c'est une organisation strictement d'étudiants qui se penche vers le syndicalisme. Son tract a d'ailleurs été saisi, car l'U.G.E.M.A. est encore une organisation reconnue par le gouvernement. Elle conclut :

« Nous observons tous la grève immédiate des cours et des examens et pour une durée illimitée... Il faut déserter les bancs de l'Université pour le maquis. »

L'ORDRE DE GREVE EST RESPECTE MALGRE UN COMMUNIQUE MENAÇANT DU RECTORAT.

Dès vendredi, les collèges, les lycées et les cours complémentaires ont été désertés.

A Sarrony, depuis la 6e jusqu'à la 3e, aucun élève ne s'est présenté aux cours. A Guillemin, Dordore, Bugeaud, Ben Aknoun, Champs de Manoeuvre, le mot d'ordre a été respecté à 100 %.

ABDOU EL HADI.

Nota : Maître Ben Yahia, président de l'U.G.E.M.A., avocat stagiaire chez Me Achouche, a quitté Alger et est en fuite.

Des Correspondants du LIBERTAIRE

SYNDICAT NATIONAL
DES INSTITUTEURS

Section du Rhône

ORDRE DU JOUR

Le Bureau de la Section du Rhône du S.N.I., réuni à la Bourse du Travail de Lyon le jeudi 17 mai 1956 :

— S'autorisant de plusieurs prises de position antérieures des Assemblées Générales et du Conseil Syndical relatives à la défense des libertés démocratiques.

— Salue la vigoureuse réaction des organisations antifascistes contre les entreprises factieuses,

— Se réjouit du succès remporté par la contre-manifestation du 3 mai organisée par le Comité des Etudiants Antifascistes,

— Proteste une fois de plus contre les méthodes de la police qui s'est livrée à cette occasion, à des brutalités inadmissibles contre d'inoffensifs manifestants.

Le Bureau, considérant par ailleurs la persistance des atteintes à la liberté d'expression,

— Proteste contre les saisies répétées de journaux hostiles à la politique de répression en Algérie : *la Vérité, le Libertaire, l'Humanité*, etc.

— Demande l'arrêt des poursuites intentées contre divers journalistes ou militants des partis d'extrême-gauche.

Réunion pour la Paix à Dercy (Aisne)

Samedi 19 mai, à 19 h. 30, une meeting s'est tenu à Dercy devant une belle assistance. Cette manifestation, organisée par le « Comité pour un cessez le feu » du canton de Crécy-sur-Serre, était présidée par M. Toulouse, maire de Dercy.

Notre camarade Vandendriessche, délégué du comité de Marle, prit le premier la parole. Il dit l'angoisse des parents devant le départ de leurs fils, le désespoir des jeunes soldats « pour qui c'est un malheur d'avoir 20 ans », et la situation bien souvent douloureuse des jeunes épouses et les jeunes mères que le départ du mari laisse trop souvent sans autre ressource qu'une maigre allocation. Il montra que cette guerre n'était pas celle des travailleurs ni des classes moyennes qu'on sacrifie à la rapacité des gros colons. Il souhaita qu'on reconnaisse bien vite la République Algérienne, seul moyen de voir enfin le retour des jeunes Français.

Différents orateurs prirent ensuite la parole, affirmant à nouveau la volonté populaire de voir la Paix revenir en Algérie.

(Correspondant du *Lib*).

Répression patronale aux Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne

E mercredi 23 mai, les délégués des N.M.P.P. présentaient à la direction une demande de réunion pour discuter sur une revendication d'augmentation de salaires.

La direction refusa violemment. Devant cette provocation et cette violation du droit syndical, les ouvriers du service de jour débrayèrent immédiatement pendant 1 heure et demie.

La direction aussitôt licencia 3 délégués de jour.

Devant cette nouvelle insulte patronale, les ouvriers sauront riposter.

Exigeons par la grève la réintégration de nos camarades et le réajustement de nos salaires.

(Correspondant C.G.T.)

MENDÈS-FRANCE S'EN VA
vaincu par l'action populaire
qui s'amplifie contre la guerre d'Algérie

JAMAIS la bourgeoisie française n'a été aussi proche de l'abîme, et elle en a conscience. Son drame (ET NOTRE ESPOIR) réside dans une contradiction fondamentale qu'elle est maintenant incapable de résoudre : elle ne peut survivre sans maintenir son exploitation sur l'Algérie, elle ne peut maintenir cette exploitation sans dresser contre elle, dans une lutte qui va devenir sans merci, toutes les forces vives, les forces neuves, les forces de l'avenir, c'est-à-dire les travailleurs, et, au premier plan, la classe ouvrière, soutenue par la petite paysannerie.

Jamais, dans l'histoire de ce pays, nous n'avons vu des milliers et des milliers de soldats se révolter ouvertement (COMME S'ILS FAISAIENT UNE CHOSE TOUTE NATURELLE !) des milliers et des centaines de milliers de parents, de travailleurs, manifester ouvertement, CHAQUE JOUR plus fort, leur opposition à la guerre, n'attendant CHAQUE JOUR qu'un signal pour déclancher l'action de tout un peuple, action qui aurait pour résultat IMMEDIAT, non seulement la liberté de l'Algérie, la fin de la guerre, le retour des jeunes, mais encore l'ECRASEMENT DE LA BOURGEOISIE !

La bourgeoisie française sait qu'elle côtoie le précipice (mieux que les travailleurs !) et Mendès-France, plus que toute autre, qui dès l'année dernière, disait : nous sommes en 1788, c'est-à-dire à la veille de la Révolution. Mendès-France n'a pas hésité à donner leur indépendance à l'Indochine et à la Tunisie parce qu'il comprenait l'impuissance de l'impérialisme français à lutter sur plusieurs fronts. Il a certainement agi pour que l'affaire marocaine soit réglée au plus vite, et c'est lui qui a guidé jusqu'à ce jour les pas de Guy Mollet dans l'affaire algérienne.

Malgré tout ceci, malgré la mise en place d'un gouvernement socialiste soutenu par le P.C.F., nouvelle manœuvre destinée à mieux tromper les travailleurs, NOUS SOMMES EN 1789 et le 14 juillet approche !

Mendès-France a démissionné du gouvernement, donnant des prétextes de façade, en fait sans raison immédiate précise...

En réalité, il s'en va parce que son expérience, ultime tentative de survie de la bourgeoisie (avant la tentative fasciste) a échoué, parce qu'il n'a plus rien à faire, sinon disparaître... parce que, malgré lui, nous sommes en 1789 !

Reste la tentative fasciste ! Certes le danger est grand et mérite que nous y consacrions toute notre vigilance. Mais nous détenons la solution... La situation est tellement révolutionnaire qu'un parti fasciste sérieux n'est pas capable de se développer : les résultats obtenus par Poujade sont uniquement le produit du mécontentement populaire et de l'absence d'un grand parti révolutionnaire capable de promouvoir des méthodes de lutte valables. Et c'est là que réside LA CRISE DU POUJADISME, c'est que la masse populaire (en particulier petits paysans) qui suit Poujade, le fait parce qu'il s'agite, parce qu'il utilise (dans une certaine mesure) l'ACTION DIRECTE, méthode instinctive des travailleurs en lutte contre le capitalisme. Mais, sur le fond du problème, sur la nécessité de briser définitivement l'état de choses actuelles et d'instaurer la société sans classes et sans exploitation (même si ce n'est pas toujours parfaitement conscient), cette masse populaire EST AVEC NOUS !

Combien elle est instructive, cette déclaration faite par un vieux paysan breton à un de nos camarades de passage en Bretagne : « QUELLE SALOPERIE, CETTE GUERRE D'ALGERIE ! QUELLE SALOPERIE, CE DEPART DES JEUNES ! POUJADE A BIEN RAISON DE LEUR SECOUER LES PUCES LA-BAS !... » Le paysan était avec Poujade parce qu'il voulait la fin de la guerre d'Algérie !

L'enseignement est clair : si nous savons lutter, si nous sommes à la hauteur de notre tâche, non seulement le fascisme ne passera pas, mais, comble d'ironie, Poujade aura travaillé pour nous !

P. PHILIPPE.

Le Loir-et-Cher manifeste pour la paix en Algérie

UNE protestation de plus en plus ample contre la néfaste et ruineuse guerre d'Algérie monte de toutes les couches sociales de la population loir-et-chérienne. Le 2 janvier, un député socialiste (Lousteau) et un député communiste (Paumier) étaient envoyés à l'Assemblée. Leurs listes groupaient près de 55.000 voix de gauche et d'extrême gauche. Sur le problème algérien les deux Fédérations, *avec une netteté absolue* avaient réclamé pendant la campagne électorale le cessez-le-feu et la négociation, malheureusement le 6 février d'Alger, le vote des pouvoirs spéciaux, sont venus apporter à la population du Loir-et-Cher une amère déception.

Cette déception se traduit actuellement par une *volonté d'unité d'action* pour la paix en Algérie. Depuis un mois des actions répétées et spontanées ont lieu dans plusieurs localités du département.

Le Libertaire tient à souligner cette volonté au moment même où trois jeunes du Loir-et-Cher tombent victimes innocentes offertes en holocauste au capitalisme et au colonialisme assassins, à Palestro.

Nous sommes aux côtés des trois familles éprouvées. De Fréteval, de Droué, de Vendôme, de tout le département, montent les cris de « guerre à la guerre d'Algérie ».

Max OLIVIER.

A *Noyers-sur-Cher* et à *St-Aignan*, le 7 mai, des jeunes de la région voulaient empêcher le départ d'un rappelé en gare. Le maire, Léon Guerrier, vieux militant socialiste, admonestait les gendarmes qui usaient de violences et leur disait que « c'étaient ses petits gars et qu'ils les connaissait », vient de mourir des suites de l'émotion ressentie, des coups reçus.

Pendant ce temps un fort contingent de C.R.S. venant de La Rochelle était concentré à *Contres* pendant 4 jours, car la population était révoltée et en ébullition.

A *Gièvres*, quelques jours plus tard, manifestation spontanée contre le rappel des disponibles de la commune.

A *Blois*, le 24 mai, des manifestations importantes ont eu lieu dans les rues aux cris de « Paix en Algérie », alors que plusieurs rappelés allaient partir. Comme ces manifestations eurent lieu à midi, à la sortie des entreprises, de nombreux travailleurs s'y joignirent. Des usines ont débrayé pour conduire les rappelés à la gare. Des tracts ont été distribués.

A *Vendôme*, le 25 mai, plus de 1000 travailleurs ont manifesté à la gare de Vendôme, le maire socialiste Yvon en tête, contre la guerre d'Algérie. La micheline fut retardée pendant 3 heures. Presses universitaires, ouvriers du bâtiment, fonderies, A.M.A., Ronnet, etc., débrayèrent.

Une initiative capitale!

Le Syndicat des Correcteurs a voté (31 voix pour, 17 abstentions et 3 voix contre) l'importante motion suivante qui, nous l'espérons, ne restera pas lettre morte.

L'Assemblée générale du Syndicat des Correcteurs, réunie le 26 mai 56, mandate le Comité Syndical pour prendre contact avec toutes les sections de notre Fédération, en vue de déclencher la grève générale de la Fédération Française des Travailleurs du Livre, contre la guerre d'Algérie, contre le rappel des disponibles et contre l'envoi du contingent en Algérie, et de l'étendre à la Confédération.

Nous pensons que, dans chaque section de la Fédération des Travailleurs du Livre (C.G.T.), il se trouvera une forte majorité décidée à passer à l'action, c'est-à-dire à déclencher la grève générale poursuivie jusqu'au cessez-le-feu accompagné du retour des disponibles et du contingent. Cette initiative doit être un exemple : Grève générale de la C.G.T. et de tous les travailleurs pour la Paix en Algérie.

Le procès des fuites

(Suite de la 1re page)

La logique est une chose; la politique une autre. Et le jugement a été incliné par la politique; il a été inspiré par Tixier-Vignancour — dont la cabale triomphe ainsi — qui s'est présenté, en cette affaire, comme le justicier de la patrie. Quand on sait qui est Tixier-Vignancour et ce qu'il représente, est-il exagéré de déduire que le Président qu'il a mis dans sa manche est un agent du fascisme ? Cet homme à particule n'a pas caché sa sympathie pour les amis dudit Tixier, venus — « inspirés par l'amour de la patrie » (sic) — applaudir le maître, Baranès l'indicateur-provocateur, et saluer leur succès. Ce jour-là, le Palais appartenait aux fascistes.

Parmi tant d'autres, c'est là, pour nous, un avertissement. Le fascisme, pour l'instant, n'en est qu'aux travaux d'approche, mais attendrons-nous qu'il s'installe en force pour lui briser les reins ? Contre le fascisme, contre la guerre qui l'engendre, organisons l'action populaire !

LES MENSONGES de la presse pourrie

Le « massacre » et les « cadavres » mutilés » de Palestro, montés en épingle par les journalistes pourris de *France-Soir*, sont des mensonges : il y a eu simplement une bataille.

Voici le témoignage du rescapé Pierre Dumas.

France-Soir du 22, pour créer la haine contre le peuple algérien et appuyer l'envoi de nouveaux renforts, a écrit :

« *Après une héroïque défense, les 21 soldats étaient faits prisonniers et emmenés au village de Djerrah. Le chef fellagha — il s'agirait d'un adjudant déserteur de l'arsenal d'Alger — appela alors la population du douar, et hommes, femmes et enfants s'acharnèrent pendant plus d'une heure sur les corps des malheureux jeunes soldats, les tuant lentement et se livrant à une véritable danse du scalp.* »

Pierre Dumas, survivant du combat de Palestro, a déclaré :

« *Nous étions partis de la maison forestière où nous cantonnions vers 6 h. 30 du matin*, a-t-il déclaré. *Tout s'était passé normalement. Un peu avant midi, nous avions pris un sentier qui gravissait le flanc d'une montagne. Le sous-lieutenant Arthur marchait en tête. Nous le suivions en colonne par un, à 10 mètres de distance les uns des autres. Comme nous arrivions à un point où le sentier est bordé par une muraille, nous fûmes soudain pris sous le feu des rebelles.*

« *Les fellagha étaient tout près de nous : ils utilisaient des armes automatiques, des fusils de guerre, des fusils de chasse. Notre tireur au F. M. fut tué dès les premiers coups de feu. Je pris sa place et je commençais à arroser les rochers. Nous fûmes rapidement encerclés...*

« *Les habitants du village voisin arrivèrent sur les lieux. Je les vis ramasser les armes et les équipements. Nous étions sinq survivants : le sergent Chorliet, qui était blessé à la poitrine, le caporal-chef Aurousseau, blessé à la jambe, les soldats Caron, blessé au bras, Millet et moi-même...*

« *... Puis nous repartîmes. Au bout de deux heures ou deux heures et demie de marche, nous fîmes la pause...*

« *Les habitants d'une mechta voisine vinnous apporter à manger.*

« *Il était à peu près 18 h. 30 lorsque nous reprîmes la route. Nous arrivâmes plus tard à la grotte où nous avons séjourné du vendredi au mercredi matin.* »

Résistance partout!

(Suite de la première page)

LOIRE : Débrayages d'une demi-journée pour la paix en Algérie et 1.100 ouvriers à Brassac et Mezecoste (Loire).

PARIS : Gare St-Lazare : des rappelés venant de Rouen clament « Vive la quille ! » et chantent l'INTERNATIONALE.

ANTIBES : 4 jeunes étant rappelés, bagarres à la gare entre plusieurs centaines de manifestants et les C.R.S.

● 24 MAI - AMIENS : Manifestation dans les rues de 200 jeunes rappelés au moment où le ministre de l'Intérieur, Gilbert Jules, inaugure la foire-exposition.

LE HAVRE : 300 ouvriers du bâtiment débrayent et manifestent dans la gare au départ de 100 rappelés.

● 25 MAI - LABEGUDE (Ardèche). Un millier de travailleurs occupent les voies, empêchant le départ d'un train de rappelés. Plus de 2.000 personnes défilent dans les rues, les jeunes rappelés en tête, portant la pancarte « Paix en Algérie ».

GIVORS (Rhône) : débrayage immédiat des camarades d'atelier d'un jeune ouvrier dès qu'il reçut sa feuille de départ.

BEZONS : manifestation place Staline de 500 travailleurs malgré les forces considérables de police.

GRAND-CROX (Loire) : plus d'un millier de personnes manifestent et arrêtent le train où se trouvent 4 jeunes rappelés. Les C.R.S. interviennent sous les huées de la population.

❖

D'autre part, il se confirme qu'un nombre très important de jeunes refusent catégoriquement de partir et « prennent le maquis », notamment dans l'Isère, le Centre, la Bretagne. La prison de Fresnes regorge de réfractaires.

Tous ces nombreux actes pour la Paix en Algérie iront en s'amplifiant. C'est tout un peuple qui se dresse ouvertement malgré les mensonges et la propagande colonialiste, bourgeoise et fasciste. Et nous ferons nôtre cette parole de la mère de Lucien Caron, tué par le colonialisme à Palestro :

« On ne me fera pas dire que je hais les Algériens. Je hais cette guerre ! »

SOFRIM, 17, r. Clignancourt (18e)

Directeur de la publication : Fontenis

Service de Librairie

Toutes commandes à *R. Joulin*, 79, rue St-Denis - Paris (1er)
C.C.P. 5561-76

Statuts de la F.C.L. : 15 (20); La F.C.L. et le Front Populaire: 30 (35); « LA F.C.L., SON BUT, SON ACTION, SON PROGRAMME » : 100 (130); Le Fascisme : 75; LE POUJADISME DEMASQUE : 75.

CHEZ LES BARBARES

TROP POLI!...

LE Conseil Municipal de Paris ne fait rien à moitié. Un de ses membres à particule s'est enquis auprès de la Préfecture du moyen de mettre fin aux activités des vendeurs du « Libertaire » qui « tympanisent » l'ouie et martyrisent le cœur des « honnêtes » gens qui composent le beau mode.

Manière élégante de désigner ces vendeurs à la brutalité attentionnée du personnel des commissariats.

Si l'un de nos camarades ne venait d'en être victime, nous aurions pensé que le Conseil Municipal songeait à effacer cette « mauvaise action » de l'un des siens, puisque, sur sa demande, la Préfecture de police vient de renouveler ses instructions au personnel des commissariats afin que celui-ci fasse toujours preuve « non seulement de courtoisie, mais aussi de compréhension à l'égard du public ».

Comme nous sommes nés tant soit peu logiciens, nous déduisons que s'il est besoin de renouveler pareilles instructions, c'est qu'elles n'étaient guère observées; ce que d'ailleurs l'expérience nous avait appris.

Mais cette fois, ça va changer pour de bon; les flics deviendront — croyez-vous aux miracles ? — .. courtois et compréhensifs ».

Le préfet y parie sa casquette, puisqu'il rappelle à ses administrés « que toute personne qui a été mal reçue peut se plaindre à l'administration centrale ».

Vous entendez : « vous pouvez vous plaindre », si vous ignorez comment se subtilise ou s'égare un dossier, et si vous avez assez confiance en votre innocence pour croire qu'elle ne vous sera pas imputée à crime.

Vous pouvez vous plaindre; on le tolère. Mais n'oubliez pas que dans la maison, ils n'en ont peut-être pas d'autre, mais ils ont bien chevillé au corps, l'esprit de corps.

NINO SANTI.

FAITES DIFFUSER - FAITES SOUSCRIRE - SOUSCRIVEZ - ABONNEZ-VOUS - FAITES DES ABONNÉS - DIFFUSEZ -

Solidarité Révolutionnaire

Semaine du 21 au 26 Mai

Quartier latin, 170; Rue Mouffetard, 35; Garestier, 500; Moine, 300; Ferrec, 1.000; Rodriguez, 300; Gary, 10.000; Paris-Inter, 500; Caral, 500; Pierre (P.T.T.), 1.000; Lecteur Bastille, 50; Fr. Munoz, 2.000; Fournier, 300; Bellec, 500; Gil R., 1.000; Anonyme, 120; Bordière R., 100; Cottard, 500. Total : 18.875.

Total général : 1.324.260.

Campagne d'abonnements et de diffusion

POUR gagner des centaines de nouveaux lecteurs !

POUR battre en brèche la réaction décidée à étouffer la voix du « Lib » !

POUR donner à notre parti les moyens d'organiser une lutte sans cesse plus puissante afin d'imposer :

— La Paix en Algérie !
— Le triomphe des revendications ouvrières !
— La révolution sociale et le vrai communisme !

ATTENTION !!!

SI VOUS PARTICIPEZ A LA CAMPAGNE VOICI CE QUE NOUS VOUS OFFRONS :

BULLETIN D'ENGAGEMENT à la campagne d'abonnement et de diffusion OUVERTE A TOUS LES LECTEURS DU « LIBERTAIRE » !

(à retourner au plus vite 79, rue St-Denis - Paris 1er)

Le camarade (ou le Groupe) ..... s'engage dans la campagne d'abonnements (1) ou de diffusion (1).

NOM et PRENOM : .....

ADRESSE : .....

J'essaierai d'atteindre ..... mois d'abonnement (2) ou de diffuser ..... numéros du « Libertaire » chaque semaine (3).

(1) Rayer éventuellement la mention inutile.
(2) Un carnet d'abonnements sera envoyé dès réception de ce bulletin par notre journal.
(3) Le nombre correspondant de journaux sera expédié chaque semaine. Les règlements devront être faits chaque fin de mois par le vendeur.

Lorsque vous aurez diffusé 100 exemplaires ou recueilli 24 mois d'abonnement, vous pourrez nous demander UN ou PLUSIEURS livres de votre choix, d'une valeur de 500 francs !

Lorsque vous aurez diffusé 200 exemplaires ou recueilli 48 mois d'abonnement, vous pourrez nous demander UN ou PLUSIEURS livres de votre choix, d'une valeur de 1.000 frs!

Etc., etc...

Et lorsque vous aurez diffusé 1.000 exemplaires ou recueilli 240 mois d'abonnement, vous pourrez nous demander UNE SUPERBE MONTRE (homme ou femme), garantie 5 ans et d'une valeur de 5.000 frs !